



Août 2012

N°7

Créé à la veille de la Seconde Guerre Mondiale en 1938, l'Ifop a été le témoin des grands rendez-vous et bouleversements de l'histoire.

Depuis plus de 70 ans maintenant, notre institut cherche à comprendre et à mesurer comment l'Opinion publique réagit aux événements et situations de son temps.

Relire aujourd'hui des numéros de la Revue Sondages, que l'Ifop édite de 1945 à 1980, permet de se replonger dans ces moments historiques importants mais aussi de saisir assez finement l'état d'esprit qui prévalait à l'époque.

Convaincus que le présent se nourrit du passé, nous avons décidé de republier régulièrement des analyses de la Revue Sondages de façon à vous apporter un éclairage historique et rétrospectif à différentes occasions.

*C'est dans le cadre de la nouvelle publication « **Ifop Collectors** » que nous vous inviterons régulièrement à remonter le temps avec les enquêtes et les analyses de l'Ifop, à chaque moment important de l'histoire de notre pays.*

Jérôme Fourquet
Directeur du Département Opinion
et Stratégies d'Entreprise

Déjà publiés

MARS 2012

Ifop Collectors n°1 – Les Accords d'Evian

AVRIL 2012

Ifop Collectors n°2 – Retour sur l'élection présidentielle de 1965

AVRIL 2012

Ifop Collectors n°3 – Le référendum sur l'Europe du 23 avril 1972

MAI 2012

Ifop Collectors n°4 – La crise de mai 1968

JUIN 2012

Ifop Collectors n°5 – Juin 1967 : Le conflit entre Israël et les pays arabes

JUILLET 2012

Ifop Collectors n°6 – Le Tour de France

ENQUETES CORSES (1975-2012)

L'état de l'opinion en Corse, lors de différents événements ayant marqué l'histoire de l'île.

Les résultats présentés dans les pages suivantes proviennent de quatre enquêtes réalisées par l'**Institut Français d'Opinion Publique** à des dates clés qui ont marqué l'histoire contemporaine de la Corse. A l'occasion de ces quatre événements suivants, notre institut a sondé les Corses :

- Août 1975 : les événements d'Aléria,
- Février 1998 : l'assassinat du Préfet Erignac,
- Avril 1999 : l'incendie de la paillotte « chez Francis »,
- Juin 2012 : les élections législatives.

Cette série d'enquêtes, réalisées à chaque fois à chaud, permet de mieux se replonger dans l'atmosphère de l'époque et de mieux appréhender les réactions d'une société insulaire que les continentaux ont parfois du mal à comprendre.

« **60%** des Corses pensent qu'après les récents événements qui se sont produits en Corse à Aléria et Bastia, les choses vont plutôt s'améliorer. »

Aout 1975

L'OPINION DE L'ÉPOQUE SUR...

1. Août 1975 – L'état de l'opinion publique corse, une semaine après les événements d'Aléria **p.3**

63% des Corses pensent que les pieds-noirs ont réussi dans l'île parce qu'ils ont été aidés plus que les Corses par les pouvoirs publics.

2. Février 1998 – Les réactions à l'assassinat du Préfet Erignac **p.7**

54% des Corses estiment que le mouvement nationaliste corse est touché par une dérive mafieuse.

3. Mai 1999 – Les Corses et l'affaire de la paillette « chez Francis » **p.9**

Dans cette affaire, la responsabilité de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, est importante pour 67% des Corses.

4. Juin 2002 – L'état de l'opinion publique corse à quelques jours des législatives **p.12**

12% des Corses souhaitent l'indépendance de l'île.

1. Août 1975 – L'état de l'opinion publique corse, une semaine après les événements d'Aléria

Le 21 août 1975, plusieurs dizaines d'hommes de l'ARC (Action Régionaliste Corse, l'ancêtre du FLNC), entraînés par le docteur Edmond Siméoni, occupent la ferme d'un viticulteur d'Aléria d'origine pied-noir, suspecté d'être mêlé à un scandale financier. 1200 gendarmes et CRS sont acheminés du continent afin de donner l'assaut. Le vendredi 22 août, les occupants de la ferme se rendent après une fusillade qui fera deux morts parmi les forces de l'ordre et un blessé grave parmi les membres de l'ARC. Ce mouvement sera dissout le 27 août, ce qui donnera lieu à de nouveaux affrontements armés à Bastia, qui se solderont par un mort et plusieurs blessés parmi les forces de l'ordre. Ces événements marquèrent le départ de la radicalisation du nationalisme corse.

A l'issue de ces événements, l'Ifop conduisit une enquête en Corse du 30 août au 2 septembre 1975 auprès d'un échantillon représentatif des Corses habitant les cinq arrondissements de l'île : Ajaccio, Bastia, Calvi, Corte et Sartène. Au total 500 personnes ont été interrogées dans 35 communes.

Après les événements de la ferme d'Aléria, une nette majorité (60%) pense que les choses sont en voie d'amélioration et seuls 16 % anticipent une dégradation de la situation.

Le sondage abordait également les différents sujets qui alimentaient le ressentiment en Corse et qui ont conduit à cette explosion de violence. Si à l'époque, 83 % des Corses estimaient que le développement du tourisme au cours des 15 dernières années avait été une bonne chose (et 31 % une très bonne chose, cette proportion étant même de 38 % parmi les habitants de Corse-du-Sud, qui a concentré la majeure partie de l'essor touristique), le jugement concernant l'installation des pieds-noirs était beaucoup plus négatif. Alors que le développement touristique, qui allait focaliser la critique des nationalistes corses dans les années qui suivirent, n'était pas à l'époque massivement remis en cause, l'opinion publique insulaire était très critique sur les conditions d'arrivée des rapatriés. 63 % des Corses interrogés déclaraient ainsi que « les pieds noirs ont réussi en Corse parce qu'ils ont été aidés plus que les Corses par les pouvoirs publics » contre 17 % qui indiquaient que « les pieds noirs ont mieux réussi que les Corses parce qu'ils s'en sont donné la peine ». L'ampleur de ce ressentiment vis-à-vis des pieds-noirs, qui explique le soutien populaire dont ont bénéficié les régionalistes de l'ARC lors des événements d'Aléria, ne mène pas néanmoins jusqu'à une demande de restitution des terres qui avaient été attribuées aux pieds noirs. Seuls 23 % des Corses étaient favorables à cette option à l'époque contre 55 % qui y étaient opposés.

Après les récents événements qui se sont produits en Corse, pensez-vous que les choses vont maintenant plutôt s'améliorer ou plutôt empirer ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
Plutôt s'améliorer	60	59	62
Plutôt empirer	16	18	13
Ne se prononcent pas	24	23	25
	100	100	100

Pensez-vous que le développement du tourisme au cours des 15 dernières années a été pour la Corse une très bonne chose, une assez bonne chose, plutôt une mauvaise chose, une très mauvaise chose, une très mauvaise chose ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
Une très bonne chose	31	25	38
Une assez bonne chose	52	59	45
Plutôt une mauvaise chose	8	9	7
Une très mauvaise chose	3	2	3
Ne se prononcent pas	6	5	7
	100	100	100

On parle beaucoup des Pieds Noirs en Corse, des deux opinions suivantes, quelle est celle qui est la plus proche de la vôtre ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
Les Pieds Noirs ont mieux réussi que les Corses parce qu' ils s'en sont donné la peine	17	21	14
Les Pieds Noirs ont réussi en Corse parce qu'ils ont été aidés plus que les Corses par les pouvoirs publics	63	61	63
Ne se prononcent pas	20	18	23
	100	100	100

Certains vont jusqu'à dire qu'il faut reprendre les terres aux Pieds Noirs, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec cette opinion ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
Tout à fait d'accord	7	8	6
Plutôt d'accord	16	20	13
Plutôt pas d'accord	26	24	28
Pas du tout d'accord	29	33	25
Ne se prononcent pas	22	15	28
	100	100	100

Pour un franc d'impôt prélevé en Corse, l'Etat reverse à l'île 2,65 francs. Le saviez-vous ou pensiez-vous que l'Etat versait plus ou versait moins ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
Savent que l'Etat verse 2,65 francs	11	8	13
Pensent que l'Etat verse plus	6	11	2
Pensent que l'Etat verse moins	14	25	2
Ne se prononcent pas	69	56	83
	100	100	100

Estimez-vous que c'est correct, plutôt insuffisant, tout à fait insuffisant ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
Correct	15	14	16
Plutôt insuffisant	29	25	34
Tout à fait insuffisant	21	27	14
Ne se prononcent pas	35	34	36
	100	100	100

La question d'une autonomie accrue voire même de l'indépendance allait occuper une place grandissante dans le débat politique et institutionnelle ces trente dernières années. Or, force est de constater que cette revendication n'était pas puissamment formulée dans cette enquête réalisée au lendemain des événements d'Aléria. Si ces événements ont été présentés comme l'acte fondateur du mouvement nationaliste corse, il apparaît qu'à l'époque l'opinion publique insulaire était davantage travaillée par la question de la présence des pieds noirs que par la demande d'autonomie. 61 % des Corses souhaitaient que la Corse demeure un département comme les autres départements (il n'y avait à l'époque qu'un département corse) contre 31 % qui voulaient qu'elle obtienne un statut qui lui donne une certaine autonomie et 2 % seulement de partisans de l'indépendance.

La notion même d'autonomie renvoyait à des conceptions différentes. Pour 41 % des Corses interrogées, elle signifiait « le remplacement du préfet par un organisme élu par les Corses et doté de pouvoirs de décision » (rappelons qu'à l'époque les grandes lois de décentralisation n'ont pas encore été votées) et pour 23 % « une assemblée élue au suffrage universel qui assisterait le préfet nommé par le gouvernement, 36 %, score élevé, ne se prononçant pas sur cette question. Dans le détail, et cette revendication allait être entendue par la suite, l'autonomie comporte pour 66 % des Corses le droit de décider librement de l'aménagement de la Corse. Sujets sensibles, l'autonomie comprenait aussi pour 43 % des personnes interrogées la libre disposition des impôts et des taxes perçus dans l'île et pour 29 % (contre 52 % qui étaient d'un avis opposé), le droit de reprendre les terres à ceux qui ne sont pas Corses et de les redistribuer aux Corses), cette thématique d'une priorité insulaire sur le foncier allait ensuite monter en puissance jusqu'à aujourd'hui.

Vous personnellement, souhaitez-vous plutôt que... ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
La Corse demeure un département comme les autres départements	61	53	70
Obtienne un statut qui lui donne une certaine autonomie	31	41	21
Devienne indépendante	2	1	3
Ne se prononcent pas	6	5	6
	100	100	100

Que signifie pour vous l'autonomie ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
Une assemblée élue au suffrage universel qui assisterait le préfet nommé par le gouvernement	23	23	23
Le remplacement du préfet par un organisme élu par les Corses et doté de pouvoirs de décision	41	46	37
Ne se prononcent pas	36	31	40
	100	100	100

L'autonomie, pour vous, est-ce que cela comporte... ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
La libre disposition des impôts et taxes perçus dans l'île			
Oui	43	53	35
Non	26	22	29
Ne se prononcent pas.....	31	25	36
	100	100	100
Le droit de reprendre les terres à ceux qui ne sont pas Corses et de les redistribuer aux Corses			
Oui	29	29	29
Non	52	55	49
Ne se prononcent pas.....	19	16	22
	100	100	100
Le droit de décider librement de l'aménagement de la Corse			
Oui	66	69	64
Non	13	11	14
Ne se prononcent pas.....	21	20	22
	100	100	100

Etes-vous favorable ou hostile à l'organisation en Corse dans les semaines qui viennent d'un référendum sur le statut de l'île ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
Très favorables	18	20	17
Plutôt favorables	31	28	34
Plutôt défavorables	16	20	12
Très défavorables	20	19	21
Ne se prononcent pas	15	13	16
	100	100	100

Vous personnellement, envisagez-vous de rester en Corse ou envisagez-vous d'aller vivre ailleurs ?

	30 août – 2 septembre 1975		
	Ensemble	Nord	Sud
	%	%	%
Rester en Corse	91	95	88
Aller vivre ailleurs	7	3	10
Ne se prononcent pas	2	2	2
	100	100	100

2. Février 1998 – Les réactions à l’assassinat du Préfet Erignac

L’assassinat du préfet Erignac le 6 février 1998 allait susciter un choc important dans la population tant en Corse que sur le continent. Sans pour autant basculer dans la crainte du spectre de la guerre civile (seuls 10% des Corses adhéraient à ce scénario, proportion en recul de 5 points par rapport à une précédente enquête de l’Ifop réalisée en Corse en octobre 1996 après l’attentat à la bombe contre la mairie de Bordeaux, dont le maire Alain Juppé, était à l’époque Premier ministre), de nombreux habitants de l’île étaient en demande d’une attitude plus « musclée » face aux clandestins corses. 65 % étaient ainsi d’accord avec l’idée que « les moyens légaux actuellement utilisés pour lutter efficacement contre le terrorisme étaient insuffisants ». Outre l’impact du meurtre d’un préfet en pleine rue, cette demande de davantage de fermeté était également sous-tendue par le fait que, pour 54 % des Corses interrogés, le mouvement nationaliste était sous l’emprise d’une dérive mafieuse. La dégradation de l’image du mouvement nationaliste engendrée par un certain nombre d’actions violentes et criminelles se traduit également par une moindre adhésion à l’idée de l’indépendance de la Corse qui n’était souhaitée que par 6 % des Corses, alors que d’autres enquêtes de l’Ifop (cf pages suivantes) montrèrent que cette cause allait être plus largement soutenue à des périodes ultérieures.

Depuis l’attentat contre Claude Erignac, pensez-vous qu’il y ait un véritable risque de guerre civile en Corse aujourd’hui ?

	Rappel Octobre 1996 Attentat contre la Mairie de Bordeaux %	Février 1998* %
TOTAL Oui	15	10
Oui, certainement	4	2
Oui, probablement	11	8
TOTAL Non	82	86
Non, probablement pas	29	31
Non, certainement pas	53	55
Ne se prononcent pas	3	4
	100	100

* Etude réalisée pour l’EDJ par téléphone du 8 au 9 février 1998, auprès d’un échantillon de 501 personnes représentatif de la population corse, âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

Certaines personnes pensent que les moyens légaux pour lutter efficacement contre le terrorisme en Corse sont actuellement insuffisants. Etes-vous... ?

	Février 1998 %
TOTAL D’accord	65
Tout à fait d’accord	37
Plutôt d’accord	28
TOTAL Pas d’accord	28
Plutôt pas d’accord	13
Pas d’accord du tout	15
Ne se prononcent pas	7
	100

Certains parlent d'une dérive mafieuse du mouvement nationaliste Corse. Etes-vous... ?

	Février 1998 %
TOTAL D'accord	54
Tout à fait d'accord	16
Plutôt d'accord	38
TOTAL Pas d'accord	32
Plutôt pas d'accord	15
Pas d'accord du tout	17
Ne se prononcent pas	14
	100

Pour trouver des solutions durables pour la Corse, faites-vous confiance à... ?"

	Février 1998	
	Lionel Jospin %	Jacques Chirac %
TOTAL Confiance	57	64
Tout à fait confiance	16	24
Plutôt confiance	41	40
TOTAL Pas confiance	39	33
Plutôt pas confiance	18	16
Pas du tout confiance	21	17
Ne se prononcent pas	4	3
	100	100

Personnellement, souhaitez-vous que la Corse devienne indépendante ?

	Rappel Octobre 1996	Février 1998
	%	%
Oui	7	6
Non	91	92
Ne se prononcent pas	2	2
	100	100

3. Mai 1999 – Les Corses et l’affaire de la paillotte « chez Francis »

Suite à l’assassinat du préfet Erignac, les pouvoirs publics décidèrent d’adopter une attitude plus ferme en Corse tant dans la lutte contre les clandestins que dans l’application et le strict respect des lois et réglementations dans l’île. Le préfet Bonnet, nommé en remplacement de Claude Erignac, incarna cette nouvelle attitude jusqu’à l’excès. Le 19 avril 1999 éclatait l’affaire dite de « la paillotte », après l’incendie du restaurant de plage « Chez Francis » par un commando de gendarmes envoyés illégalement détruire cet établissement construit sur le domaine maritime sans aucune autorisation. Interrogés par l’Ifop quelques semaines plus tard, les Corses pointaient assez clairement et unanimement les responsabilités des différents acteurs. Ainsi pour 84% des insulaires, la préfecture de Corse portait une responsabilité importante dans l’incendie, suivie de très près par son bras armé : le GPS, corps d’élite de la gendarmerie, cité par 80% des personnes interrogées. Mais pour les Corses, une telle initiative, aussi rocambolesque soit-elle, n’avait pas pu être prise sans le feu vert des plus hautes instances de la République. 67% estimaient que la responsabilité du ministre de l’Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, était importante, 60% pour ce qui était de celle du cabinet du Premier ministre et dans des proportions moindres, quoique majoritaires, pour ce qui était de Lionel Jospin lui-même (53%).

Cette affaire altéra très fortement la confiance dans le ministre de l’Intérieur, puisque seuls 32% des Corses lui faisaient confiance pour trouver des solutions durables pour la Corse. Si cette défiance toucha surtout Jean-Pierre Chevènement, la cote de confiance de Lionel Jospin resta stable dans l’opinion insulaire (55% contre 57% un an plus tôt) mais assez en retrait de celle du Président Chirac (65%), qui bénéficiait en Corse, comme sur le continent, de l’effet bénéfique de la cohabitation sur sa cote de popularité.

Autre impact de cette « affaire de la paillotte », l’idée selon laquelle les moyens légaux pour lutter contre le terrorisme en Corse étaient insuffisants céda du terrain. Alors qu’au lendemain de l’assassinat du préfet Erignac 65% des insulaires partageaient cette opinion, cette proportion n’était plus que de 50% après l’incendie et la destruction du restaurant « Chez Francis ». Inversement, le souhait d’indépendance, attisé par la politique menée par le préfet Bonnet, passa durant cette période de 6 à 10%.

Diriez-vous que vous êtes avant tout ... ?

	Mai 1999*
	%
Un Européen	16
Un Français	45
Un Corse	36
Rien de tout cela (<i>réponse spontanée</i>)	3
Ne se prononcent pas	-
	100

* Etude réalisée pour L’Evénement du Jeudi par téléphone le 7 mai 1999 auprès d’un échantillon de 502 personnes représentatif de la population corse âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas (sexe, profession du chef de famille) après stratification par département et catégorie d’agglomération.

Quel est, d'après vous, le niveau de responsabilité des acteurs suivants dans l'incendie du restaurant "Chez Francis"

	Mai 1999							Total
	Total importante	Très importante	Plutôt importante	Total pas importante	Plutôt pas importante	Pas importante du tout	NSP	
	%	%	%	%	%	%	%	
La préfecture de Corse	84	60	24	10	4	6	6	100
Le corps d'élite de la gendarmerie, le GPS	80	55	25	15	7	8	5	100
Le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement	67	37	30	25	9	16	8	100
Le cabinet du Premier ministre	60	30	30	31	12	19	9	100
Le Premier ministre Lionel Jospin	53	27	26	42	12	30	5	100

Pour connaître la vérité sur cette affaire, à qui faites-vous le plus confiance ?

	Mai 1999
	%
A la justice	64
Aux médias	13
A la police	8
Au gouvernement	8
Ne se prononcent pas	7
	100

Etes-vous d'accord avec ceux qui pensent que les moyens légaux pour lutter efficacement contre le terrorisme en Corse sont insuffisants ?

	Rappel	Mai 1999
	Février 1998	
	%	%
TOTAL D'accord	65	50
Tout à fait d'accord	37	19
Plutôt d'accord	28	31
TOTAL Pas d'accord	28	44
Plutôt pas d'accord	13	13
Pas d'accord du tout	15	31
Ne se prononcent pas	7	6
	100	100

A qui faites-vous confiance pour trouver des solutions durables pour la Corse ?

	Jacques Chirac		Lionel Jospin		JP Chevènement
	Rappel Février 1998 %	Mai 1999 %	Rappel Février 1998 %	Mai 1999 %	Mai 1999 %
TOTAL Confiance	64	65	57	55	32
Tout à fait confiance	24	23	16	17	10
Plutôt confiance	40	42	41	38	22
TOTAL Pas confiance	33	33	39	43	65
Plutôt pas confiance	16	15	18	19	19
Pas du tout confiance	17	18	21	24	46
Ne se prononcent pas	3	2	4	2	3

Souhaitez-vous que la Corse devienne indépendante ?

	Rappel 1996	Rappel Février 1998	Mai 1999
	%	%	%
Oui	7	6	10
Non	91	92	86
Ne se prononcent pas	2	2	4
	100	100	100

4. Juin 2012 - L'état de l'opinion publique corse à quelques jours des législatives

Au terme de ce voyage dans l'histoire de la Corse de ces dernières décennies, une nouvelle enquête de l'Ifop permet de mesurer quel est actuellement l'état de l'opinion dans l'île de Beauté. Premier constat, la thématique de l'emploi apparaît, et de loin, comme le principal problème de la Corse cité par 39 % des personnes interrogées, soit une progression de 14 points par rapport à une précédente étude datant de septembre 2008, juste avant le déclenchement de la crise économique et financière. Vient ensuite le pouvoir d'achat avec 29 % de citations, le thème de la « vie chère » restant une préoccupation récurrente dans l'île bien que cet item recule de 22 points par rapport 2008. Il ne faut pas y voir là l'expression d'une amélioration sensible du pouvoir d'achat qui serait intervenue ces dernières années mais simplement l'inversion des priorités due à l'irruption de la crise économique : l'emploi repassant largement en tête devant la question du pouvoir d'achat. Est-ce également une conséquence de la crise, on constate une forte progression du sujet de l'immigration qui se classe avec 10 % de citations (en progression de 8 points par rapport à 2008) au troisième rang des problèmes prioritaires. Cette sensibilité accrue à la thématique de l'immigration s'est d'ailleurs manifestée à l'occasion de l'élection présidentielle, Marine Le Pen obtenant un score élevé dans l'île.

La question de la sécurité des personnes et des biens n'est mentionnée que par 5 % des interviewés, niveau qui peut paraître très faible au regard de la multiplication des meurtres et des plasticages. Pour autant, si elle n'est pas citée comme le problème prioritaire et qu'elle est reléguée assez logiquement loin derrière l'emploi et le pouvoir d'achat en cette période de crise économique profonde, la question de l'insécurité ne laisse pas pour autant les Corses indifférents. Une majorité d'entre eux, 54 %, jugent ainsi aujourd'hui que la société corse est confrontée à une dérive mafieuse contre 45 % qui faisaient ce diagnostic en mai 2006, soit une progression de près de 10 points en 6 ans seulement. Les professions libérales et cadres supérieurs (72 %) et les 65 ans et plus (62 %) sont les plus inquiets à ce sujet.

Réalisé quelques jours avant le premier tour des élections législatives de juin dernier, qui ont confirmé la forte audience des nationalistes et des autonomistes, ce sondage indique que 12 % des Corses seraient aujourd'hui favorables à l'indépendance de l'île. Ce score est élevé puisqu'il est proche du point le plus haut enregistré ces quinze dernières années par l'Ifop (14 % en août 2000, soit un an après « l'affaire de la paillotte » et au moment de la présentation du Plan Jospin sur la Corse). Dans le détail, on constate que le souhait d'indépendance décroît avec l'âge et qu'il séduit une large fraction de la jeunesse corse : 33 % des 18-24 ans et 14 % des 25-39 ans contre seulement 4 % des 65 ans et plus, très nombreux dans l'île. Si la cause de l'indépendance peine à rallier les seniors, on constate également que seuls 19 % des électeurs de la liste autonomiste conduite par Gilles Siméoni lors des régionales de 2010 et 42 % des soutiens de la liste nationaliste de Jean-Guy Talamoni y sont favorables, preuve que cette option maximaliste n'apparaît pas crédible à des pans entiers de la mouvance autonomiste et nationaliste mais aussi que les motivations du soutien à cette famille politique ne sont plus aujourd'hui uniquement réductibles au combat pour l'indépendance de l'île.

Quel est le problème qui vous paraît le plus important aujourd'hui pour la Corse ??

	Rappel Ensemble des Corses Septembre 2008 ¹ %	Ensemble des Corses Juin 2012 ² %	Evolution %
L'emploi	25	39	+14
Le pouvoir d'achat	51	29	-22
L'immigration	2	10	+8
L'environnement	10	8	-2
L'éducation et la recherche	3	6	+3
La sécurité des personnes et des biens	6	5	-1
La protection sociale	2	3	+1
Aucun	1	-	-1
	100	100	

¹ Etude réalisée pour Corsica et Radio France Frequenza Mora par téléphone du 11 au 12 septembre 2008 auprès d'un échantillon de 503 personnes représentatif de la population corse âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) après stratification par département et catégorie d'agglomération.

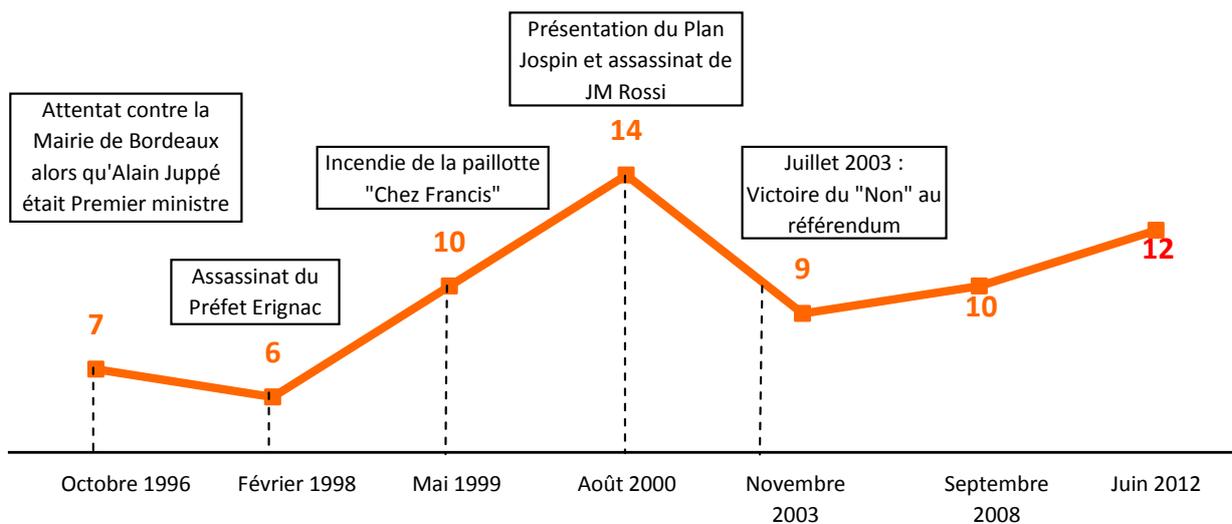
² Etude réalisée pour Corse Matin, France Bleu Frequenza Mora et Corse Via Stella par téléphone du 24 au 26 mai 2012 auprès d'un échantillon de 702 personnes représentatif de la population corse âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par canton et catégorie d'agglomération.

Avez-vous le sentiment que la société corse est confrontée à une dérive mafieuse ?

	Rappel Ensemble des Corses Mai 2006* %	Ensemble des Corses Juin 2012 %
TOTAL Oui	45	54
Oui, tout à fait	14	18
Oui, plutôt	31	36
TOTAL Non	53	43
Non, plutôt pas	25	24
Non, pas du tout	28	19
Ne se prononcent pas	2	3
	100	100

* Etude réalisée pour la CCI d'Ajaccio par téléphone du 19 au 22 mai 2006, auprès d'un échantillon de 502 personnes représentatif de la population corse, âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

L'évolution du souhait d'indépendance en Corse



Une partie de ces résultats est issue de la revue :

SONDAGES
REVUE FRANÇAISE DE L'OPINION PUBLIQUE

Cette publication a été réalisée par le Département Communication de l'Ifop.
Contact : Jérôme Fourquet - Directeur de Département Opinion et Stratégies d'entreprise - jerome.fourquet@ifop.com
Août 2012